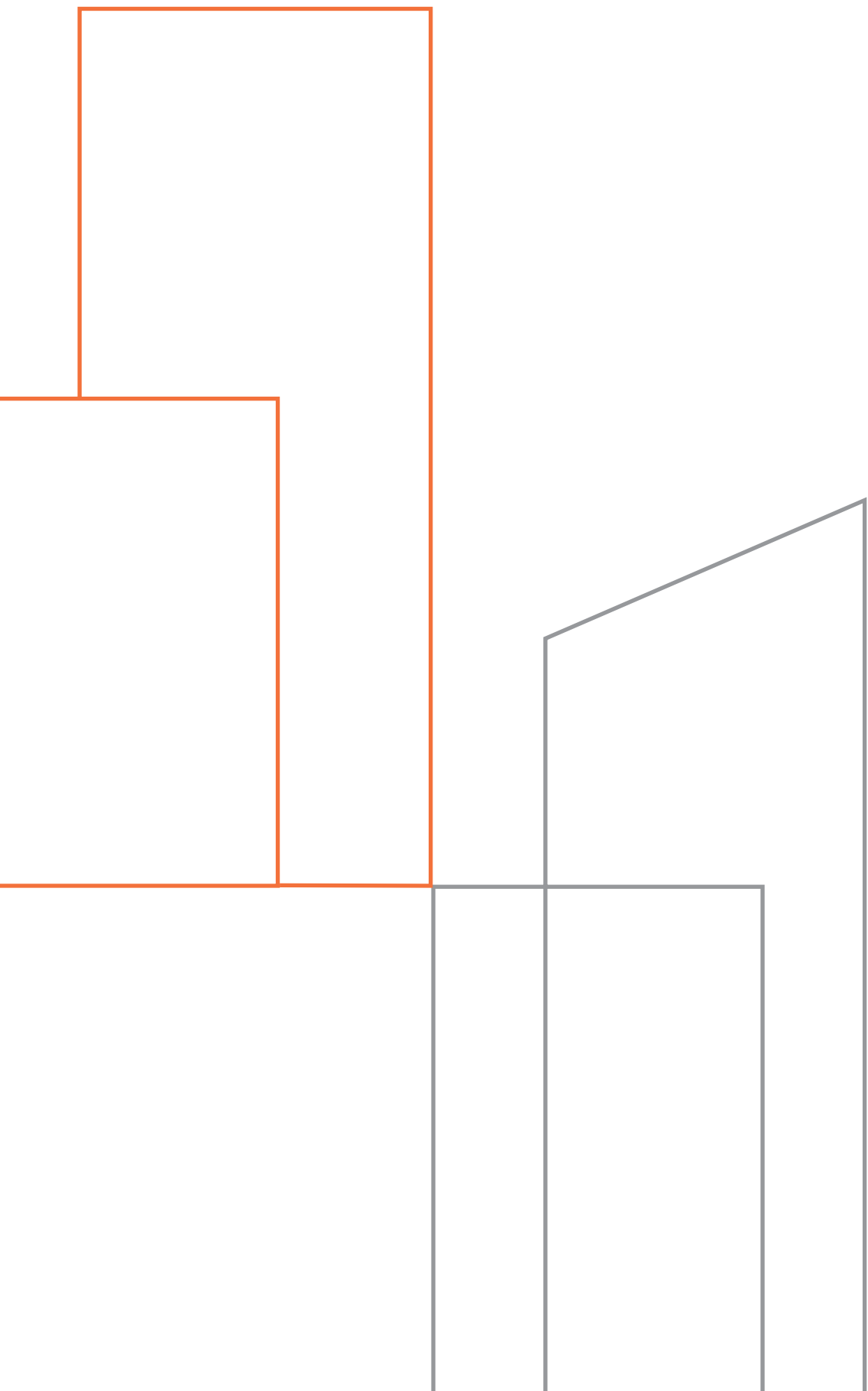


RAPPORT FINANCIER

ADIL 38 | Assemblée générale 2026

2025







Comptes annuels 2025

Activité & perspectives d'avenir

4



Rapport du C.A.C. sur les comptes annuels

10



Rapport spécial du C.A.C. sur les conventions réglementées

32

Activité statutaire

Fixation des cotisations 2026

34

Budget prévisionnel 2026

35

Résolutions

36

ANALYSE DE CHAQUE CATÉGORIE DE PRODUITS

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget **prévisionnel** 2025 et le budget **réalisé** 2025.

Le budget prévisionnel 2025 avait évalué les produits à **720 010 €**, ils se sont avérés être d'un montant de **735 629 €** soit une variation d'environ **+2%** du budget prévisionnel.

EN 2025, LES PRODUITS D'EXPLOITATION SONT EN HAUSSES

Collège 1 : Offreurs de biens et services

On peut noter une augmentation (+24,15 €) de la CGLLS.

Une hausse de la participation d'Action Logement (+3 750 €).

Pour rappel, lors de la validation du budget 2025, nous ne disposions pas encore de l'information concernant la radiation du Pôle Habitat FFB, ce qui représente un manque à gagner de 1 200 €.

Par ailleurs, la Chambre interdépartementale des notaires du Dauphiné n'ayant pas intégré dans son budget la majoration de la contribution à l'ADIL 38, elle a versé l'ancien montant, entraînant un manque à gagner supplémentaire de 650 €.

Collège 2 : Les associations de consommateurs et d'usagers

Toutes les associations, ont renouvelé leur confiance à l'ADIL 38 même si certaines l'ont fait avec retard sur le début 2026.

Collège 3 : Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général

1 • Pouvoir public :

La participation du Ministère du logement est en augmentation (+1 778 €).

2 • EPCI :

Toutes les communautés d'agglomération et de communes, ont renouvelé leur confiance à l'ADIL 38.

3 • Associations d'intérêt général :

Toutes les associations ont renouvelé leur confiance à l'ADIL 38.

Missions spécifiques

Des produits non budgétés ou pour un montant moindre, sont venus abonder aux ressources de l'ADIL 38 en 2025.

- L'ADIL 38 a animé des sessions de formation-information à destination des personnels de la MRSI. La somme de 900 € était budgétée, or un volume de formations légèrement supérieur aux prévisions en 2025 a permis de générer un gain de 1 405 €.
- En 2025, l'ADIL 38 a répondu à une commande de **Grenoble-Alpes Métropole** sur une prestation d'accompagnement juridique liée à l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture. Cette action a permis

un gain de **330 €**. Autre commande de Grenoble-Alpes Métropole, l'animation de **formations sur la prévention des expulsions locatives**. Trois sessions ont eu lieu ayant permis un gain de **3 850 €**.

- Confrontée aux difficultés budgétaires enregistrées ces dernières années, l'ADIL 38 a choisi de diversifier ses sources de financement. Elle a ainsi développé **une offre de services destinée à ses membres**. Dans ce cadre, plusieurs collectivités — la communauté de communes du Grésivaudan, Les Vals du Dauphiné, la CAPI et la communauté de communes de l'Oisans — ont conclu des conventions avec l'ADIL 38 portant sur des actions de formations, des conférences ou encore la participation à différents forums. Ces interventions ont généré un produit de **2 020 €**. Alors que la somme estimée au budget prévisionnel était de 1 320 €.
- En 2025, les actions menées dans le cadre du dispositif **Bail Rénov** se sont poursuivies. Pour rappel, ce programme s'adresse aux propriétaires bailleurs et aux locataires afin de leur fournir des informations et des conseils gratuits et actualisés sur la rénovation énergétique, la performance des logements, leurs droits et obligations, ainsi que sur les aides mobilisables (MaPrimeRénov, ÉcoPTZ, Loc'Avantages, etc.). Ces informations sont diffusées lors de réunions collectives destinées aux bailleurs ou au cours d'entretiens individuels avec des locataires occupant des logements considérés comme des passoires énergétiques. Pour ces actions, l'ADIL 38 a bénéficié d'un financement de **18 767 €**. Alors que la somme estimée au budget prévisionnel était de 2 500 €. Le solde a été versé début 2026.
- En 2025, la DDETS a sollicité l'ADIL 38 pour réactiver la **Commission Départementale de Conciliation des Rapports Locatifs**, notamment en lien avec la mise en œuvre de l'encadrement des loyers sur l'agglomération grenobloise. Pour mener à bien cette mission, l'ADIL 38 a bénéficié d'une subvention de **40 000 €**. Afin d'assurer le fonctionnement de la commission et la gestion administrative associée, l'ADIL a recruté du **personnel administratif** dédié. Cette mission a pris fin au 31.01.2026.
- En 2024, le Conseil départemental de l'accès au droit de l'Isère (CDAD) et l'ADIL 38 ont renforcé leur collaboration afin de développer des permanences de **conseils juridiques gratuits dédiés au logement**, notamment à destination des publics fragilisés, au sein du Palais de justice de Grenoble. Cette dynamique s'est poursuivie en 2025, avec le **doublément de la permanence existante** et l'ouverture d'une nouvelle permanence en partenariat avec l'UGA, implantée sur le campus de Saint Martin d'Hères. L'ensemble de ces actions a généré un produit de **5 250 €** pour l'ADIL 38. Alors que la somme estimée au budget prévisionnel était de 1 925 €.
- Une autre action conduite en 2025 a été menée à destination des agents du **pôle du service d'accompagnement et du foyer d'hébergement Les Loges**, en partenariat avec le SCHS de Grenoble. Elle a consisté en une séance de sensibilisation consacrée aux punaises de lit, afin d'apporter des repères juridiques et des outils de prévention aux professionnels, soit un gain pour **l'ADIL de 250 €**.

Transferts de charges

La quote-part de certaines charges fixes, portées par l'ADIL 38 et communes avec DiGi, fait l'objet d'une refacturation.

Pour l'année 2025 la somme due est de 9 818.74 €.

Une remise de 2 886.90 € a été accordée à DiGi.

La somme de 6 931.84 € a été réglée par DiGi début 2026.

Autre transfert de charges en 2025, la somme de 7 834 € qui a été versé par le Département sur les fonds qu'il détient dans le cadre du contrat local des solidarités pour permettre à l'ADIL de régler les factures ayant permis la réalisation du passeport et de l'annuaire pour prévenir les expulsions locatives.

Produits financiers

Les divers placements effectués par l'ADIL38 (livret A, livret B, contrat de capitalisation) ont permis d'obtenir des produits financiers à hauteur de 11 238 € (contre 6 000 € prévus au budget), lesquels sont imposés à l'impôt sur les sociétés à hauteur de 2 195 €.

ANALYSE DE CHAQUE CATÉGORIE DE CHARGES

Les commentaires qui sont apportés ci-dessous sont un comparatif entre le budget prévisionnel 2025 et le budget réalisé 2025.

Le budget prévisionnel 2025 avait évalué les dépenses à **720 010 €**, elles se sont avérées être d'un montant de **727 313 €** soit une **variation** d'environ **+1%** du budget prévisionnel.

EN 2025, LES CHARGES D'EXPLOITATION SONT EN HAUSSES

Achats et charges extérieurs

Le poste **Achats et charges extérieurs** progresse globalement de **375 €**.

Cette évolution résulte de mouvements contrastés :

- Le poste électricité recule de 718 €, conséquence directe du départ de DiGi qui a réduit l'occupation et l'utilisation des locaux.
- À l'inverse, la consommation de fournitures augmente de 1 283 €. Cette hausse s'explique par le remplacement des chaises de la salle de réunion, devenues trop vétustes, ainsi que de quelques fauteuils de bureau. Bien que l'ensemble du mobilier nécessite un renouvellement, il a été décidé d'étaler cette dépense dans le temps afin de lisser l'impact budgétaire.

Services extérieurs

Le poste Services extérieurs progresse globalement de **2 640 €**.

Ce constat résulte de mouvements contrastés :

Les loyers des locaux situés à Grenoble avaient été estimés et intégrés au budget prévisionnel avant que ne soient connues la forte hausse indiciaire de fin 2024, puis celle de 2025. Ces augmentations successives expliquent l'écart important constaté (+ 4 191 €). En revanche, les charges de copropriété sur les locaux de Grenoble et Bourgoin ont été moins élevées que prévu (- 8 147 €).

Fin 2024, les locaux ont subi un dégât des eaux qui a nécessité une remise en état avec les chantiers d'insertions d'Ulisse Grenoble Solidarité (+4 282 €).

Autres services extérieurs

Le poste Autres services extérieurs progresse globalement de **3 768 €**.

Les honoraires du cabinet comptable sont en hausse de (+ 1 000 €) ceci en lien avec des entrées et sorties de personnel.

Les frais de documentation et réception sont en forte hausse car ils comptabilisent les frais liés à la réalisation des outils sur la prévention des expulsions locatives (passeport et annuaire) qui ont fait l'objet d'un transfert de charges.

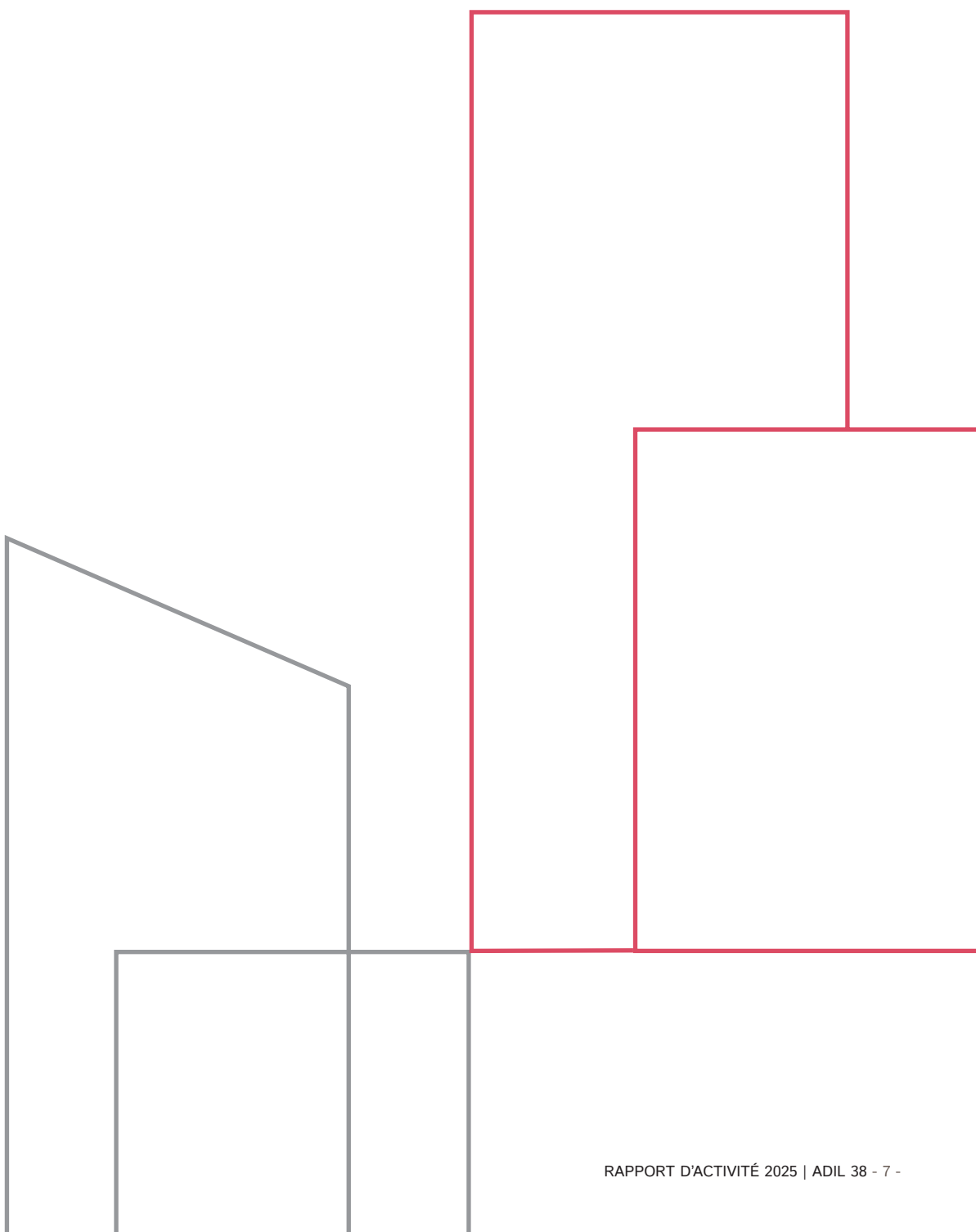
Les frais de téléphonie tout confondus maintenance, portable, fixe sont stables, mais demander à DiGI de régler sa part a été laborieux.

Charges de personnel

Le poste le plus important pour l'ADIL38, qui représente 76 % du budget, connaît une hausse. Cette évolution s'explique par le recrutement d'un agent administratif dédié à la Commission départementale de conciliation des rapports locatifs, mission confiée par la DDETS à compter de 2025. Cette augmentation reste toutefois limitée, car un départ et un congé maternité n'ont pas été remplacés immédiatement, ce qui a partiellement compensé la nouvelle embauche.

Charge financière

Le contrat de capitalisation qui a été souscrit a donné lieu à une imposition à hauteur de **2 195 €**.



ANALYSE DU BILAN

La trésorerie

La valeur comptable du « **livret B** » au 31/12/25 est de **346 171 €** (intérêts courus compris).

La valeur comptable du « **livret A** » au 31/12/25 est de **99 127 €** (intérêts courus compris) et recouvre le fond de réserve de 76 000 € (C.A. du 7/4/2008).

La valeur comptable du « **contrat de capitalisation** » au 31/12/25 est de **171 235 €** (intérêts courus compris).

Les immobilisations

En 2025, des dépenses de matériel ont été réalisées pour la somme de **1 256 €**.

Les dettes et créances à court terme

Les dettes fiscales et sociales (110 135 €) constatées au passif du bilan concernent le règlement de l'ensemble des charges sociales, fiscales relatives au 4e trimestre 2025 et dont le règlement interviendra courant janvier 2026.

Les dettes « **fournisseurs et comptes rattachés** » (39 157 €) sont composées de provisions relatives à des factures non reçues ainsi que des factures dont l'échéance de règlement est prévue courant janvier 2026.

Les « **produits constatés d'avance** » sont de 4 000 € au 31 décembre 2025, il s'agit du financement de la mission confiée par la DDETS qui va se poursuivre sur le 1er mois de l'année 2026.

Les « **créances à recevoir** » sont les soldes des subventions de la CAF 9 000 €, du Département 28 148 €. Il s'agit aussi de l'attente des règlements d'une formation et d'un salon pour 550 € dont le paiement a été régularisé en janvier 2026 ainsi que le solde des actions Bail Renov pour 4 350 € et le solde de DiGI.

Les fonds propres

L'exercice clos au 31/12/2025 laisse apparaître **un résultat excédentaire de 8 317 €**.

L'Assemblée Générale affecte le résultat excédentaire de l'exercice clos au 31/12/2, en « réserve pour investissement » soit 8 317 €.

PERSPECTIVES 2026

L'année 2026 s'inscrit dans un contexte budgétaire particulièrement contraint pour l'ensemble des acteurs publics et associatifs. Consciente de ces tensions, l'ADIL38 a souhaité **contribuer à l'effort budgétaire général** en maintenant **inchangé le montant des contributions et des adhésions** de ses membres. Ce choix, guidé par un souci de responsabilité et de stabilité pour ses partenaires, implique toutefois de compenser autrement les hausses de charges auxquelles la structure est confrontée.

Plusieurs postes de dépenses connaissent une augmentation significative et durable :

- **Loyer fortement revalorisé**, notamment à la suite du départ de DiGi, qui entraînait auparavant un partage des coûts.
- **Hausse des primes d'assurance**, dans un contexte général d'augmentation des risques et des tarifs.
- **Augmentation du coût des fluides** (énergie, eau, chauffage), en ligne avec les tendances nationales.
- **Inflation générale** sur les prestations externes, les fournitures et les services nécessaires au fonctionnement courant.

Pour faire face à ces hausses tout en préservant la stabilité des contributions, l'ADIL38 a décidé de **développer des actions complémentaires à sa mission de base**. Cette stratégie poursuit deux objectifs :

- **Diversifier les sources de financement**, en mobilisant de nouveaux partenariats, prestations ou dispositifs.
- **Renforcer la valeur ajoutée de l'ADIL38** auprès de ses partenaires institutionnels et opérationnels.

Ces actions complémentaires doivent rester cohérentes avec les compétences de l'ADIL et contribuer à renforcer son rôle d'acteur de référence en matière d'information sur le logement.

L'ADIL38 doit mener cette stratégie dans un contexte où l'effectif reste constant, ce qui crée une tension entre :

- la nécessité de **poursuivre pleinement la mission de base**, cœur du service rendu au public ;
- l'obligation de **développer de nouvelles missions** pour compenser les charges croissantes.

L'année 2026 sera déterminante pour :

- **stabiliser le modèle économique** de l'ADIL malgré les hausses de charges ;
- **sécuriser les financements complémentaires** nécessaires à l'équilibre budgétaire ;
- **préserver la qualité du service au public**, qui demeure la priorité ;
- **adapter l'organisation interne** pour absorber de nouvelles missions sans dégrader les conditions de travail ni la performance globale.

ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025





Tél. : 04 76 09 50 54
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ADIL 38

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association ADIL38,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADIL 38 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1er janvier 2025 :

- du règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- et du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018,

ainsi que les incidences de la première application de ces règlements.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un

niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Echirolles, le 11 mai 2026

Signé par Justine Gairaud
Le 11 mai 2026



doc_500B
tx_qZ7bGdYnO2q0

BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	117 415	89 225	28 190	38 870
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	8 889		8 889	8 889
	TOTAL (II)	126 304	89 225	37 079	47 758
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 812		6 812	10 813
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	42 601		42 601	40 034
	Charges constatées d'avance	18 812		18 812	2 811
	Valeurs mobilières de placement	171 235		171 235	215 459
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	521 247		521 247	444 307
	TOTAL (III)	760 706		760 706	713 423
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	887 010	89 225	797 785	761 182

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an
(2) dont créances à plus d'un an

8 889

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE	Association ADIL 38
--------------------------------------	---------------------

Bilan Passif		31/12/2025	31/12/2024
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06			
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	76 000	76 000
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	40 000	40 000
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	479 126	479 102
	Excédent ou déficit de l'exercice	8 317	24
	Total des fonds propres (situation nette)	603 442	595 126
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	603 442	595 126
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	41 051	37 059
	Total des provisions	41 051	37 059
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 157	8 516
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	110 135	95 481
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)	4 000	25 000
	Total des dettes	153 292	128 997
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	797 785	761 182
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		8 316,56	23,82
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		153 292	128 997
(2) Dont emprunts participatifs			

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	7 995	7 485
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	79 638	39 833
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	636 755	561 018
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		23 583
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	3	1
Total des produits d'exploitation		724 391	631 920
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	156 029	142 325
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 708	12 552
	Salaires	390 285	338 678
	Cotisations sociales	143 965	125 652
	Dotation aux amortissements et dépréciations	11 935	11 075
	Dotation aux provisions	3 992	11 958
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	203	29
Total des charges d'exploitation		725 118	642 269
RESULTAT D'EXPLOITATION		(727)	(10 350)

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DESAVOIE	Association ADIL 38
-------------------------------------	---------------------

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			(727)	(10 350)
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés		11 238	12 757
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Total des produits financiers		11 238	12 757
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées			
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
	Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER			11 238	12 757
RESULTAT COURANT avant impôts			10 512	2 407
	Produits exceptionnels			
	Charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices			2 195	2 383
TOTAL DES PRODUITS			735 629	644 677
TOTAL DES CHARGES			727 313	644 653
EXCEDENT ou DEFICIT			8 317	24
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Annexe au Bilan

Etat exprimé en **euros**

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **797 785** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **735 629** euros
 - un total charges de **727 313** euros
 - dégage un résultat de **8 317** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

L'association a pour objet d'informer le public sur toute question touchant au logement et à l'habitat. Cette information, qui repose sur une compétence juridique et financière confirmée, doit être complète, neutre, personnalisée et gratuite. Elle peut, lorsque la situation locale le permet, s'accompagner d'une information sur des offres de terrains et de logements disponibles. Elle vise à favoriser le bon déroulement des projets d'accession à la propriété des ménages et permet aux usagers, en particulier aux personnes défavorisées, de disposer de tous les éléments permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant. Le contact direct avec le public est privilégié dans la mesure du possible.

L'action de l'association, auprès du public, exclut tout acte administratif, commercial ou contentieux.

L'association a également vocation à assurer, au bénéfice de ses membres, des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique et à entreprendre toutes études,

recherches ou démarches prospectives liées à son domaine d'activité. Elle peut faire des propositions qui lui paraissent de nature à orienter les politiques publiques en matière de logement et d'habitat. Elle transmet ses propositions à l'Association nationale pour l'information sur le logement.

L'association contribue à la collecte et à l'exploitation des données de l'ensemble du réseau des associations départementales, coordonnées par l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement :

- elle analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et assure la diffusion de ses analyses à l'ensemble de ses membres, à l'Association Nationale pour l'Information sur le Logement et au Ministère chargé du logement ;
- elle enrichit les données nationales du réseau des associations départementales de ses expériences, propositions, analyses et études.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association ADIL 38** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **797 785 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **735 629 euros** et un total **charges** de **727 313 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **8 317 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, ADIL38 présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Les changements de méthodes comptables consécutifs à la première application du règlement ANC N° 2023-03 n'ont pas d'impact significatif sur la présentation du bilan et du compte résultat de l'exercice 2025.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| - Application Web decence | 5 ans |
| - Agencement & installation | 3, 5 et 10 ans |
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - Mobilieu de bureau | 8 ans |

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont composées des dépôts de garantie lors de la location des bureaux de Grenoble et Nord-Isère et d'acquisition de mobiles téléphoniques.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Tableau de suivi des subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement, affectées par des financeurs à des projets définis, qui n'ont pu être intégralement utilisées en fin d'exercice, sont inscrites au compte «194 - Fonds dédiés».

Ressources provenant de la générosité du public

L'ADIL38 ne perçoit aucune ressource provenant de la générosité du public, des legs et des donations.

Provisions

Une provision pour les indemnités de fin de carrière est constituée et actualisée chaque année:

Solde au 31/12/2025 : 41 051€ (31/12/2024 : 37059€ - 31/12/2023 : 25 101€ - 31/12/2022 : 24 112€)

Elle est calculée selon les recommandations ANIL, plus favorables aux salariés que le droit du travail: départ à la retraite à l'âge de 64 ans. Taux d'actualisation : 3.96%

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Les Administrateurs composant le Conseil d'Administration de l'ADIL de l'Isère sont tous des membres bénévoles qui ne bénéficient à ce titre d'aucune rémunération.

<u>Personnels salarié</u>	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	1.00	1.00
Agent de maîtrise		
Employés et technicien	8.43	7.91
Apprenti		
TOTAL	9.43	8.91

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Ce document contient une mention
expresse (art.1727 II-2 du CGI)

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

DETAIL DES PRODUITS COURANTS DE FONCTIONNEMENT		
COTISATIONS:		
ASSOCIATIONS	895.00€	
BAILLEURS PUBLICS	3 600.00€	
AUTRES	<u>3 500.00€</u>	7 995.00€
SUBVENTION:		
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	30 000.00€	
COLLECTIVITE TERRITORALES	275 426.00€	
ETAT	161 532.00€	
AUTRES	<u>169 797.39€</u>	636 755.39€
PRESTATIONS		64 871.67€
REFACTURATION		<u>14 765.84€</u>
	TOTAL	724 387.90€

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE	Association ADIL 38
--------------------------------------	---------------------

Immobilisations

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	102 726				16 392	86 334
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	37 437		1 256		7 612	31 081
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	140 163		1 256		24 004	117 415
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 889					8 889
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 889					8 889
TOTAL		149 052		1 256		24 004	126 304

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Amortissements

Etat exprimé en euros		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			68 302	8 633	16 392	60 544
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			32 991	3 302	7 612	28 681
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				101 293	11 935	24 004	89 225
TOTAL				101 293	11 935	24 004	89 225

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE	Association ADIL 38
--------------------------------------	---------------------

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	37 059	3 992		41 051
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	37 059	3 992		41 051
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	37 059	3 992		41 051
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 992		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 889	8 889	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	6 812	6 812	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	133	133	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9	9	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	42 458	42 458	
	Charges constatées d'avance	18 812	18 812	
	TOTAL DES CREANCES	77 113	77 113	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	39 157	39 157		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	31 691	31 691		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	56 794	56 794		
	Impôts sur les bénéfices	2 195	2 195		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 455	19 455		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 000	4 000		
	TOTAL DES DETTES	153 292	153 292		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		49 279
Autres créances clients CLIENTS FACTURE A ETABLIR	6 812	6 812
Autres créances AVOIRS NON PARVENUS ORG SOC PRODUITS A RECEV PRODUITS A RECEVOIR	110 9 42 348	42 468

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		83 022
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURN FACTURES NON PARVENUES	19 174	19 174
Dettes fiscales et sociales DETTE PROV PR CONG A PAYER CH SOCIALES SUR CONG A PAYER TAXE SUR LES SALAIRES	31 691 15 755 16 402	63 848

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		18 812	18 812
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			18 812

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE

Association ADIL 38

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			4 000	4 000
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				4 000

EKOSPHERE GRESIVAUDAN PAYS DE SAVOIE	Association ADIL 38
--------------------------------------	---------------------

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	76 000				76 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	40 000				40 000
Autres réserves					
Report à nouveau	479 102	24			479 126
Excédent ou déficit de l'exercice	24	(24)	8 317		8 317
Situation nette	595 126		8 317		603 442
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	595 126		8 317		603 442



ASSOCIATION ADIL 38

2 Boulevard Maréchal Joffre
38000 GRENOBLE

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2025





Tél. : 04 76 09 50 54
Fax : 04 76 40 79 93
www.bdo.fr

Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF
38130 Echirolles

ASSOCIATION ADIL 38

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association ADIL 38,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code du commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions, en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Echirolles, le 11 mai 2026

Signé par Justine Gairaud
Le 11 mai 2026

doc_7el0
tx_qZ7bGdYnO2q0

BDO Rhône-Alpes
Représentée par Justine GAIRAUD
Commissaire aux comptes

Siège social : BDO Rhône-Alpes - Le Pixel - 10 bis avenue des FTPF - 38130 Echirolles
SAS au capital de 3 000 000 Euros - SIREN 061 500 542 RCS Grenoble - N°TVA Intracommunautaire FR 720 615 00542
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région AURA
Société de Commissaires aux Comptes Compagnie Régionale Dauphiné Savoie



ACTIVITÉ STATUTAIRE

Proposition de fixation des cotisations minimales

Article L366-1 du Code de la Construction de d'Habitation

« L'association départementale d'information sur le logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial. »

Pour assurer sa mission de base l'ADIL 38 perçoit des cotisations et des subventions de ses membres. En application de l'article 11 des statuts de l'ADIL 38, l'Assemblée Générale fixe, pour chaque collège, la cotisation qui le concerne sur proposition du Conseil d'Administration.

Pour l'année 2026, le montant minimal des participations proposé est :

Collège	Catégorie de membres	Cotisation annuelle
Collège I	Organismes HLM privés ou publics	1 200 €
	Organismes de crédit	1 750 €
	Organisations professionnelles de la gestion immobilière	1 200 €
	Société Publique Locale	1 200 €
Collège II	Associations	60 €
Collège III	Etat	Néant
	Conseil Départemental	Néant
	CAF	Néant
	Associations d'intérêt général	60 €

Lors de la séance 8 décembre 2025 le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de proposer à l'Assemblée Générale de : **Maintenir la participation des collectivités locales à 0,105 €/habitant.**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2026

CHARGES	2026	PRODUITS	2026
		Produits de fonctionnement	641 289
Eau, électricité	2 500	Collège 1 - Offreurs de biens & services publics ou privés	162 057
Fournitures diverses	4 000	Organismes HLM privés ou publics	
		CGLLS	25 489
Achats & charges extérieurs	6 500	Bailleurs isérois	
Location immobilière Grenoble	45 600	GRENOBLE HABITAT	1 200
Charges immobilières Grenoble	16 000	Bailleurs extérieurs département	
Location AGEDEN Bourgoin	3 600	SEMCODA	1 200
		ERILIA	1 200
Entretien et réparations	1 200	Action Logement Service	
Maintenance informatique	3 000	ACTION LOGEMENT SERVICE	128 758
		Organismes de crédit	
Photocopieurs	2 000	CAISSE D'EPARGNE	1 750
Entretien locaux Grenoble	9 500	Organismes professionnels et de la gestion immobilière	
		CHAMBRE DES NOTAIRES	1 200
Primes d'assurance	5 500	U.N.P.I.	60
Services extérieurs	86 400	FNAIM 38	1 200
Honoraires gestion sociale et comptable	8 500	Collège 2 - Associations de consommateurs & d'usagers (60€)	600
Honoraires CAC	4 380	Associations	
Reception , publications..	3 000	AFOC/INDECOSA/CNL/CLCV/CSF/ORGECO/RIVHAJ/UDAF/POLE HABITAT JEUNES/UN TOIT POUR TOUS	600
Documentation, abonnements	1 000	Collège 3 - Pouvoirs publics & organismes d'intérêt général	478 632
Frais de déplacement (formation)	1 000	Pouvoirs publics	
Frais de déplacement (permanences, partenariat)	15 000	MINISTERE DU LOGEMENT	121 532
		DEPARTEMENT DE L'ISERE mission de base	141 464
Affranchissement	200	CAF DE L'ISERE	30 000
Téléphone fixe et mobile	11 000	MSA	300
		DDT PEX	50 000
		EPCI & communes (suivant population 10/08/23) 0,11	135 336
Services bancaires et assimilés	900	Communautés d'Agglomération	
Cotisations	300	GRENOBLE ALPES-METROPOLE	47 821
		VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION	10 127
Autres services extérieurs	45 280	PAYS VOIRONNAIS	10 422
Rémunérations du personnel	380 000	PORTE DE L'ISERE	11 910
Charges sociales	171 000	Communautés de Communes	
IFC	12 000	BIEVRE ISERE	6 032
		GRESIVAUDAN	11 175
Charges de personnel	563 000	OISANS	1 089
Impôt sur + valeur financière	2 383	ENTRE BIEVRE ET RHONE	7 471
Charges financières	2 383	TRIEVES	1 112
Dot/amort. immob. incorporelles	0	SAINT MARCELLIN VERCORS ISERE	4 847
Dot/amort. immob. Corporelles	11 000	BALCONS DU DAUPHINE	8 449
Amortissements	11 000	VAL DU DAUPHINE	6 937
		LYSED	3 175
		COLL'IN	2 720
		MATHEYSINE	2 049
		Associations d'intérêt général (60€)	300
		AGEDEN/SOLIHA/UDCASS /UGA/COMPAGNON BATISSEURS	300
		Produits financiers	10 500
		Revenus livret A	2 000
		Revenus livret B	2 500
		Contrat de capitalisation	6 000
		Produits divers	13 870
		CCAS	2 500
		CDAD	4 000
		MRSI	1 050
		BAIL RENOV	5 000
		ANIMATION SPRH	1 320
		subvention à collecter ou reprise sur fonds propres	48 904
TOTAL CHARGES	714 563	TOTAL PRODUITS	714 563

PROPOSITION DE RÉSOLUTIONS

Première résolution

Rapport moral du Président.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISERE approuve le rapport moral de l'exercice 2025.

Deuxième résolution

Rapport d'activité.

L'Assemblée Générale de l'ADIL DE L'ISERE approuve le rapport d'activité de l'exercice 2025.

Troisième résolution

Approbation des comptes 2025 et quitus aux Administrateurs.

Après avoir entendu le rapport financier de l'exercice 2025 et après lecture par le Commissaire aux Comptes de son rapport sur les comptes annuels, l'Assemblée Générale approuve les comptes annuels et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion.

Quatrième résolution

Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale affecte le résultat excédentaire de l'exercice clos au 31/12/2, en « réserve pour investissement » soit 8 317 €.

Cinquième résolution

Approbation des conventions règlementées.

Après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée Générale prend acte de l'absence de nouvelle convention pour 2025.

Sixième résolution

Approbation du budget prévisionnel 2026 & fixation des participations minimales.

L'Assemblée Générale approuve le budget prévisionnel 2026 et la fixation des cotisations minimales correspondantes.

Septième résolution

Renouvellement des Membres du 3^{ème} tiers

Collège I Offreurs de biens et services	Collège II Associations d'usagers et de consommateurs	Collège III Pouvoirs publics et organismes d'intérêt général
DISPONIBLE	CLCV	METRO
DISPONIBLE	UN TOIT POUR TOUS	CAPL
DISPONIBLE	DISPONIBLE	NON DISPONIBLE

En Isère, l'ADIL apporte des conseils gratuits sur le logement
avec le soutien de nombreux partenaires :



ADIL de l'Isère | 2 Boulevard Maréchal Joffre, 38000 GRENOBLE

Tél. : 04 76 53 37 30 | Email : contacts@adil-isere.com

www.adil38.org